

**FORMAT DE COLLECTE DES DONNEES DE DIAGNOSTIC
RESEAU TCHADIEN DE SUIVI ET EVALUATION**

1. Par rapport au questionnaire

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
État de développement du système national de S&E des politiques publiques	QE1. Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Oui. Au niveau du Ministère de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale (Direction de Suivi des Politiques et Stratégie de Développement).
	QE2. Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	La planification et le suivi-évaluation des politiques publiques sont intégrés avec la budgétisation. Ils se réalisent dans un premier temps au niveau des départements sectoriels et ensuite une rencontre de cadrage budgétaire est faite avec le Ministère des Finances et du Budget.
	QE3. Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	Oui. Pour la plupart des cas, ce sont des revues annuelles qui sont organisées.
	QE4. Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	Non.
	QE5. La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?	Oui. Dans le cadre du PND
Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des politiques	Cadre juridique et organisationnel du S&E des politiques publiques	
	QE6. Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.	
	QE7. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?	
	QE.8 Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?	
	QE9. Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?	
	QE10. Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?	
	Cadre opérationnel	
	QE11. Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?	
	QE12. Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	
	QE13. Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
publiques	QE14. Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	
	QE15. Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E	Production et diffusion des données et résultats du S&E	
	QE16. Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	Oui, il y'a la Direction de suivi de Politiques et Stratégies de Développement et aussi l'INSEED.
	QE17. Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	2 par an
	QE18. Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture...]? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels (<i>chercheurs...</i>) ?	Oui à travers l'INSEED dans les données des enquêtes MICS ET SDS, ECOSIT.... et les annuaires statistiques et le Direction des Statistiques de l'Éducation, de l'Agriculture, des finances et budget.....
	QE19. Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	Non
	QE20. Quel est le niveau d'intégration des bases de données statistiques du S&E des politiques publiques du pays ?	Au niveau central et déconcentrés (Provinces, Départements, Sous préfecture...)
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	
	QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?	
	QE24. Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?	
Principaux acteurs dans le S&E des politiques publiques	Attributions et rôles	
	QE25. Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?	Non
	QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?	Non
	QE27. Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?	Le lien existe à travers des ateliers de partage d'informations, des séminaires....
Utilisation	Utilisation et influence	
	QE29. Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?	En dehors des organisations de la Société civile, les acteurs étatiques sont fortement dépendants des aléas politiques

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
n des résultats issus du S&E dans la formation et la mise en œuvre des politiques publiques	QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?	
	QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?	
	QE32. Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du S&E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?	
Engagement des Organisations de la société civile et les	Organisations de la Société Civile (OSC)	
	QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?	Les OSC sont peu impliquées dans le processus national de Suivi et Évaluation des Politiques Publiques
	QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?	L'organisation des ateliers d'information et de vulgarisation, des séminaires...
	Bailleurs de fonds	
	QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?	
	QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au	

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
baill eur s de fon ds dan s le S& E des poli tiqu es pub liqu es	développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?	
État de professionnalisation du S&E des politiques publiques	Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&E	
	QE37. Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?	Non. Mais le Réseau Tchadien de Suivi et Évaluation dans le cadre de son plan d'action organise par moment des ateliers de formation avec l'appui financier de l'Unicef
	QE38. Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?	Le Réseau Tchadien de Suivi et Évaluation
	Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&E	
	QE39. Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures.) ? QE40. Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	

2. Par rapport à la grille d'entretien

Questions clés à poser aux parties prenantes, classées par question de diagnostic

Cette partie contient des questions types que les membres de l'équipe de diagnostic pourraient poser pour recueillir les informations dont ils ont besoin pour fournir des preuves à l'appui des réponses aux différentes questions de la matrice de diagnostic. Ces questions pourraient être complétées par des questions spécifiques au thème à l'étude selon l'appréciation de l'assistant de recherche.

Questions générales :

1. Le pays dispose-t-il de cadre légal et réglementaire spécifique qui régit la pratique de l'évaluation des politiques publiques ?

Non

2. Pouvez-vous décrire brièvement, d'où émane le besoin de mener des études et des missions d'évaluation dans le pays, tant sur le plan institutionnel, légal ou réglementaire, que du point de vue des acteurs directement concernés ?

Dans toutes les actions de développement et conduire vers une institutionnalisation de l'évaluation au niveau national.

3. Les documents de politique générale ou nationale qui existent dans le pays font presque tous référence au suivi et à l'évaluation des politiques et/ou programmes publics, quels sont les mécanismes de reddition de compte en place ? En quoi cela est-il différent des dispositifs et processus de suivi pour renseigner les indicateurs de mise en œuvre, et d'activités, ou des mécanismes de contrôle tels que l'audit ou l'inspection ?

Pas de mécanisme formel de reddition de compte comme il n'existe pas encore un cadre législatif.

4. Quelles sont les évaluations intéressantes qui ont eu lieu dans le pays ? Est-ce le fait de (i) la politique nationale d'évaluation, (ii) la coopération internationale, (iii) la société civile ou (iv) instituts de recherche et Universités ?

Les évaluations de quelques projets et programmes de développement.

5. Jusqu'à quel niveau les agences nationales de statistiques sont-elles impliquées dans l'évaluation des politiques publiques ?

Dans la définition de méthodologie de collecte des données, la coordination et le suivi pour les grandes enquêtes (MICS, ECOSIT, EDS....)

6. Les réseaux d'évaluation sont-ils considérés comme un maillon important du dispositif de SE des politiques publiques ?

Oui

7. Qui effectue les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays ? Existe-t-il d'institutions locales spécialement dédiées à l'évaluation, et qui effectuent les missions dans le pays ?

- La Direction de Suivi des Politiques et Stratégies du MEPDCI avec les autres parties prenantes (Ministères sectoriels, organisations de la Société civile et les PTF...)
- Non. Pas d'institutions sauf certains bureaux d'études.

8. Qu'en est-il de l'offre de formation en évaluation au niveau du pays ? Existe-t-il des écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation ? Sur quoi portent les modules dispensés ?

Pas d'offres de formation en évaluation au niveau du pays ni d'écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation.

9. Pensez-vous que l'existence d'un cadre institutionnel est-il un préalable à l'existence d'une culture d'évaluation au sens où on en parle souvent (*des pratiques établies, une bonne acceptation, une culture de la reddition et de la dissémination de l'information sur l'action publique*) ?

Oui.

10. Qu'est qui peut faire améliorer la pratique d'évaluation des politiques publiques au pays ?

L'engagement des hautes autorités de la République notamment la Présidence, Primature, Assemblée nationale, les Organisations de la Société Civile, les partenaires techniques et financiers....